

Relations internationales

L'Algérie, un partenaire de choix

Ces derniers temps, l'Algérie a vécu un véritable ballet diplomatique. Des personnalités étrangères ont été les hôtes de notre pays. Bien entendu, les hommes d'affaires et les industriels n'ont pas été absents de cette intense activité.

La diplomatie dans sa double facette, politique et économique, a donc repris ses droits, ce qui prouve que l'Algérie est devenue un partenaire de choix mais surtout un acteur de premier plan sur la scène internationale grâce à la dynamique imprégnée par le Président Bouteflika.

Son retour sur l'échiquier international n'est plus à démontrer puisque même les grandes puissances de ce monde lui reconnaissent un rôle majeur et une position de leader dans l'hémisphère sud. C'est ce qui explique d'ailleurs que sa présence pèse et est recherchée dans tous les forums internationaux à l'instar de celui qui se tient au Portugal réunissant l'UE et l'Afrique. Une autre occasion s'offre à l'Algérie pour se présenter comme un avocat fidèle, dévoué et engagé des causes africaines. Elle a toujours exprimé, de manière spontanée et désintéressée, sa disponibilité à défendre les points de vue de l'Afrique à la fois sur ses propres préoccupations mais aussi sur des questions internationales qui la touchent directement ou indirectement. C'est ainsi, par exemple, qu'elle a su, avec son traditionnel entretient et sa perception claire et sans ambiguïté des rapports de

force, contribuer à toutes les actions pouvant relancer le développement économique, grâce entre autres au Népad, et faire sortir le continent de sa marginalisation pour lui permettre de mieux affronter les défis et les enjeux de la mondialisation.

C'est ainsi, par exemple, que le fardeau de la dette africaine a été considérablement allégé permettant ainsi à l'Afrique de retrouver sa stabilité et, par voie de conséquence, de renouer avec la croissance. Au Portugal, l'Algérie saura, comme toujours, faire connaître sa vision par l'approfondissement des rapports entre deux continents, l'Europe et l'Afrique, complémentaires et partageant la même destinée. Après la visite il y a quelques semaines de celle du Président de la République d'Allemagne, ce fut au tour du Président français d'achever une visite d'Etat en Algérie. Ces visites démontrent que l'UE, en général et ces deux pays, en particulier accordent un intérêt ostentatoire à notre pays. De par ses potentialités de son rôle sur la scène internationale et des perspectives qu'elle offre, l'Algérie constitue un partenaire de choix. D'abord pour la France que des liens multiples unissent à notre pays. Des liens traditionnels appelés à se développer. Avec l'Allemagne, l'Algérie a toujours entretenu avec ce grand pays des relations caractérisées par la stabilité et surtout un respect mutuel. Ce pays a contribué, dans le passé à la politique d'industrialisation de l'Algérie. Aujourd'hui,



les capacités mais aussi les potentialités avérées de notre pays exercent un attrait certain et tout indique que des perspectives prometteuses s'ouvrent devant elles. La France et l'Allemagne occupent des positions de leader sur la scène européenne. Elles peuvent donc soutenir les efforts de l'Algérie pour réussir ce formidable pari imposé par l'accord d'association avec le

premier ensemble économique et commercial que tend à devenir l'UE. Certes les relations bilatérales sont importantes mais seront plus fortes encore si l'UE s'ouvrait davantage à l'Algérie, c'est-à-dire en prenant en compte ses préoccupations mais aussi son désir de consolider son développement durable.

Omar C.

Algérie-Venezuela La coopération sera renforcée dans le secteur des transports

Le ministre des Transports, M. Mohamed Maghlaoui, a reçu jeudi dernier l'ambassadeur du Venezuela en Algérie, M. Hector Michel Mujica, avec qui il a convenu d'activer la finalisation du cadre juridique (de la coopération entre les deux pays) en matière de transports maritime et aérien, a indiqué son ministère dans un communiqué. Les deux parties ont convenu également d'échanger des expériences dans les domaines des transports publics, et dans celui de la construction et de l'exploitation des métros, a ajouté la même source. M. Maghlaoui et son hôte ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale ainsi que les moyens de son renforcement dans les différents domaines des transports, indique encore le communiqué.

39^e assises de l'Union de la Presse Francophone (UPF) L'Algérie désignée à l'unanimité présidente en octobre 2008

De notre envoyé spécial à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) : Mourad Termoul

Les 39^e assises de la presse internationale francophone ont pris fin hier en Côte d'Ivoire par l'adoption de plusieurs résolutions. Ainsi, le comité international de l'UPF réuni à huis clos jeudi a décidé l'adoption à l'unanimité que les prochaines assises de l'Union internationale de la presse francophone se tiendront à Alger fin premier semestre 2008. De plus, le comité composé des membres des 35 pays participants, a désigné le président de la section algérienne de l'UPF en la personne de M. Amer Oumalou, au poste de vice-président international pour la région Maghreb. Parmi les autres décisions adoptées par les membres du comité international figure aussi la désignation de l'Algérie au poste de la présidence de l'UPF à partir d'octobre 2008 lors des 41^e assises de l'Union internationale de la presse francophone qui se dérouleront à Montréal, Canada. Il faut rappeler que la délégation algérienne présente en Côte d'Ivoire était parmi les plus importantes de part sa composition.

Ces distinctions confirment, selon la plupart des participants, le rôle de la presse algérienne dans la promotion de la démocratie et la liberté d'expression aussi bien à l'échelle nationale, régionale et continentale et constituent une reconnaissance unanime de la part des participants pour ce rôle et le courage dont a fait preuve la presse algérienne durant les moments difficiles qu'a traversés le pays. Cette distinction de la part des pairs à la presse algérienne reflète aussi les efforts consentis par les pouvoirs publics dans la promotion de l'expression démocratique et les aides directes et indirectes consentis par l'Etat algérien dans ce sens.

Pour le président de la section algérienne de l'UPF, M. Amer Oumalou, «cette reconnaissance revêt une importance particulière dans le sens où elle traduit surtout le rôle actif de l'Algérie dans la promotion des valeurs comme celle de la liberté d'expression, et du pluralisme». M. Amer Oumalou a aussi tenu à rendre un hommage particulier aux confrères victimes de la barbarie en soulignant que «c'est grâce à ce sacrifice que l'Algérie a encore une fois obtenu cet exploit et cette reconnaissance internationale».

A rappeler qu'en 1997, l'Algérie a obtenu le prix de la Libre expression pour l'ensemble de la presse algérienne et bien, à titre individuel, M. Amer Oumalou a reçu le même prix en 1993 à Ile Maurice.

Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur les autres résolutions prises lors de cette édition.

M.T.

Les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN confirment

De l'alliance de défense à... l'alliance politique

De notre envoyé spécial à Bruxelles, Tahar Mohamed Al Anouar

Souhait simultané d'une globalisation géographique, multiplication des partenaires et élargissement aux compétences civiles, sont les signes d'une mutation de l'Alliance, d'alliance de défense en alliance politique qui ont été confirmés par les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN. La lutte antiterroriste est restée comme une priorité dans l'agenda des chefs de la diplomatie. A l'ouverture de la session, le secrétaire général de l'OTAN, M. Scheffer a rappelé ce champ de confrontation dans la lutte antiterroriste que demeure l'Afghanistan.

Il a rappelé aussi les nombreux défis qui se présentent devant l'Alliance et auxquels il faut faire face. Les signes d'élargissement de la compétence de l'OTAN sont aujourd'hui très nettement perceptibles. L'élargissement aux partenaires de l'Alliance se confirme avec la volonté d'ajouter le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, élargissement qui vient s'ajouter à celui classique aujourd'hui d'intégration des anciens pays membres du Pacte de Varsovie et des pays de la Rive-Sud Méditerranée élargis à ceux du Golfe. De nouveaux pays de l'Est devraient être intégrés lors du prochain sommet à Bucarest : Albanie, Macédoine, Croatie, Bosnie. Le message lancé depuis Riga en novembre 2006 en direction des pays de la Rive Sud Méditerranée et ceux de l'initiative d'Istanbul regroupant les pays du Golfe a été renouvelé à l'occasion du dernier Conseil des chefs de la diplomatie des pays membres de l'OTAN, et confirmé lors du déjeuner de travail qui a permis la rencontre entre les chefs de la diplomatie méditerranéenne et ceux de la Méditerranée et du Golfe.

L'initiative de coopération OTAN s'étend à un certain nombre de domaines conjointement identi-

fiés entre les deux partenaires, notamment en matière de formation qui doit s'étendre progressivement avec possibilité de création de collège de défense au niveau de la région.

Les dirigeants de l'Alliance évoquant le rôle que joue l'Algérie dans les différentes activités de l'Organisation et pour lesquelles la contribution de l'Algérie est sollicitée, affirment être satisfaits du niveau de participation de notre pays. Le partenariat est orienté vers l'avenir affirment les dirigeants de l'Alliance. Il reste donc ouvert à de nombreuses opportunités. Les stratégies de l'Alliance affirment qu'il y a beaucoup de travail sur les bras. Les principes fondamentaux qui fondent le partenariat OTAN-pays méditerranéens et ceux de l'ICI ont été rappelés. Ils sont fondés sur la non-discrimination entre les partenaires. Les mêmes activités sont proposées à tous les partenaires. Il y a aussi le principe de l'auto-différenciation qui permet de proposer des activités en fonction de besoins spécifiques exprimés par le partenaire.

Il y a enfin le concept de corresponsabilité qui a été rappelé lors du déjeuner-débat. Le dialogue et la concertation ont été cités comme des canaux privilégiés pour une compréhension mutuelle. Chaque pays est libre de ses choix, c'est un principe fondamental. L'OTAN évoque aussi la complémentarité avec d'autres organisations internationales ou interrégionales : G8, Union européenne, OCDE, OSCE dans lesquels se retrouvent les pays de la rive Sud-méditerranéenne. Ce qui a été constaté à Bruxelles lors du déjeuner-débat. C'est que le niveau de la coopération qui a atteint laisse ouvert la porte à une intensification des actions et activités. L'accord de l'ensemble des participants a été scellé à Bruxelles



de ce point de vue. L'Alliance aux yeux de ses stratèges demeure bien une Alliance de sécurité qui vise à élargir son action à d'autres activités de caractère scientifique, de formation, de défense de l'environnement, de protection contre les catastrophes naturelles.

Cette mutation fait la preuve aux yeux des responsables de l'Alliance, que la dimension militaire n'est pas suffisante pour le règlement des problèmes, car il ne peut y avoir de sécurité sans développement. La présence des forces de l'Alliance en Afghanistan vise aussi la reconstruction économique est-il rappelé par les responsables de l'Alliance. On travaille de plus en plus avec les organisations internationales et les ONG soutiennent les responsables de l'OTAN et également les ONG internationales ajoutent-ils. L'OTAN n'est pas impliquée dans tous les champs de confrontation et de crise. Elle ne peut cependant se désintéresser de ce qui se passe dans le monde, notamment au Proche-Orient. Une participation à la paix de l'Alliance dans cette région est possible. On travaille sur

le sujet. Elle ne peut être possible que s'il y a une demande formulée par les parties en cause, que si un processus de paix réel est entamé.

Sur l'Afghanistan tout a été dit. L'OTAN en fait une priorité. Elle se déclare favorable au processus d'indépendance du Kosovo.

La crise avec l'Iran sur le nucléaire, n'est pas un dossier directement géré par l'OTAN affirment les responsables de l'OTAN, mais elle ne s'en désintéresse pas. La situation est suivie avec beaucoup d'attention notamment après le rebondissement dans l'affaire qui fait suite à la publication par les agences américaines du renseignement de l'arrêt par Téhéran depuis 2003 de ses activités dans le nucléaire. Publié alors que les 6 pays traitant du dossier nucléaire iranien se penchaient sur le dossier (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine, Allemagne, le rapport a jeté le trouble entre les partisans d'une ligne dure, ferme et ceux favorables à des solutions de compromis.

T. M. A.